

# Actes du colloque

## Équilibres stratégiques et doctrine nucléaire en Asie du Sud

**Colloque organisé le vendredi 18 mai 2018**

Société d'encouragement pour l'industrie nationale  
4, place Saint-Germain-des-Prés F-75006 Paris

En partenariat avec :



Société  
d'Encouragement  
pour l'industrie  
nationale FONDÉE EN 1801

Avec le soutien de :



## SOMMAIRE

- ✓ Introduction par **Jean de Ponton d'Amécourt**, ancien ambassadeur, Président du Forum du Futur
- 1. Vers une stabilité stratégique en Asie du Sud : leçons du passé et défis d'avenir
  - **Jean-Luc Racine**, directeur de recherche émérite au CNRS
  - **Bernard Hourcade**, directeur de recherche émérite au CNRS
- 2. Évolution des doctrines nucléaires : enjeux et perspectives
  - **Rabia Akhtar**, Executive Director, Centre for Security, Strategy and Policy research, University of Lahore
  - **Nicolas Blarel**, Institute of Political Science, Leiden University
  - **Marc Perrin de Brichambaut**, ancien membre du Conseil d'État, juge à la Cour pénale internationale
- ✓ Conclusion par **Alexandre Malafaye**, Président de Synopia

\*\*\*

## INTRODUCTION, par Jean de Ponton d'Amécourt

L'Asie du Sud reste sujette à de fortes tensions régionales : les dernières crises entre l'Inde et le Pakistan ont fait craindre une escalade nucléaire dans le monde.

Depuis les essais nucléaires de 1998, les deux rivaux sont devenus *de facto* des puissances nucléaires. Bien qu'un équilibre précaire ait été établi pendant quelques années, divers conflits ont pourtant égrainés cette période, notamment dans la région de Jammu-et-Cachemire.

En 1999, l'Inde a officialisé sa doctrine nucléaire et mis en avant l'option « No First Use »<sup>1</sup> comme pilier central de sa politique. Le Pakistan, pour sa part, défend sa stratégie de « capacité de seconde frappe ». La stabilité régionale dépend donc fortement de l'évolution à venir des doctrines stratégiques des deux pays qui pourraient encore très bien varier avec en particulier le développement de la doctrine militaire « Cold Start »<sup>2</sup> adoptée par les forces armées indiennes, et le perfectionnement d'armes nucléaires tactiques du côté pakistanais.

L'enjeu actuel est de réussir à atteindre un nouvel équilibre. Cependant, les facteurs économiques et de sécurité peuvent-ils y contribuer ? Les principaux acteurs sont-ils prêts à s'engager à maintenir une stabilité globale ?

---

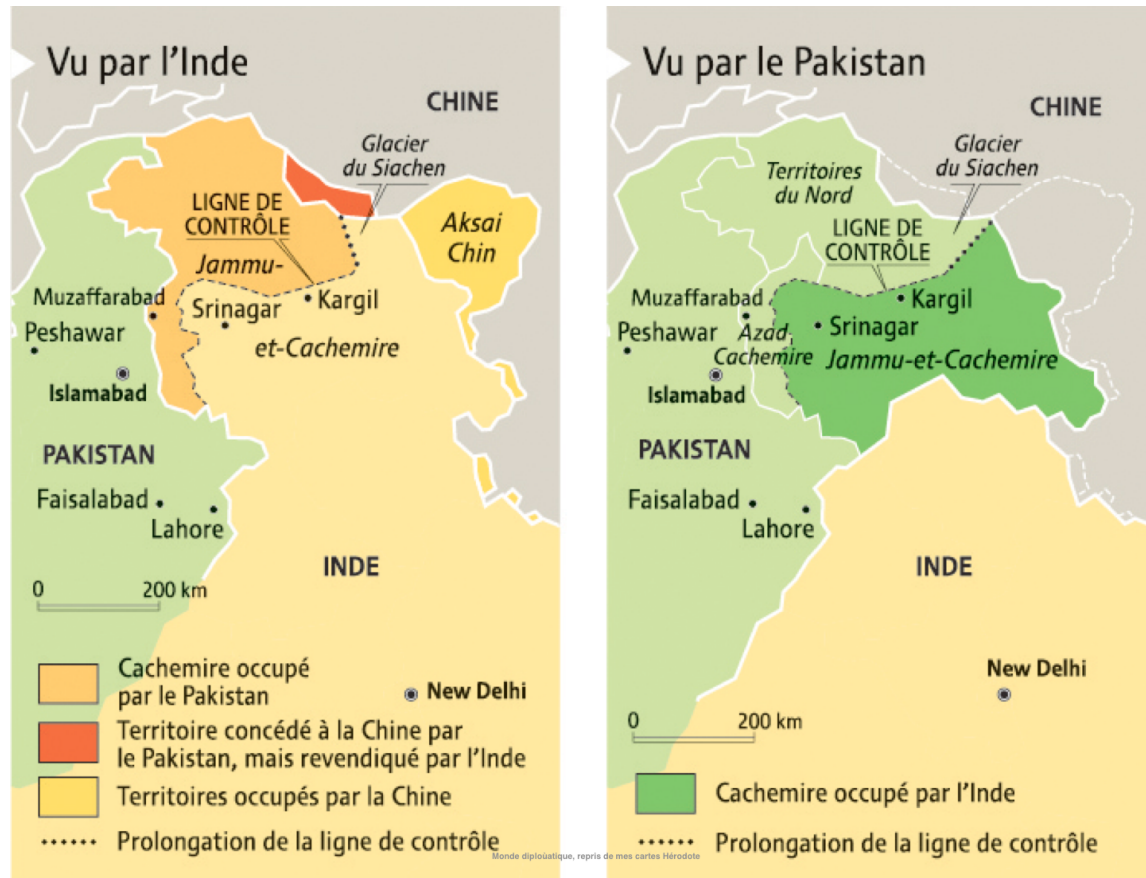
<sup>1</sup> NFU fait référence à un engagement ou à une politique d'une puissance nucléaire de ne pas utiliser l'arme nucléaire comme moyen de guerre à moins d'être attaquée au préalable par un adversaire utilisant une arme nucléaire.

<sup>2</sup> Cold Start est le nom donné à une doctrine développée par les armées indiennes conçue pour s'emparer rapidement du territoire pakistanais sans risquer théoriquement un conflit nucléaire.

# 1. Vers une stabilité stratégique en Asie du Sud : Leçons du passé et défis d'avenir

## 1.1 Jean-Luc Racine (CNRS)

Depuis vingt ans, le « paradoxe de la stabilité/instabilité »<sup>3</sup>, concept forgé pendant la guerre froide a été appliqué à l'Asie du Sud dans le cadre de la vieille rivalité indo-pakistanaise, après les essais nucléaires conduits par les deux pays en 1998.



\* D'après les cartes de Jean-Luc Racine, *Cachemire, au péril de la guerre*, Editions Autrement, 2002

### Après la nucléarisation ouverte : tensions et dissuasion

Dès 1999, la guerre de Kargil, conduite autour de la ligne de contrôle séparant les deux parties du Cachemire, témoignait que les militaires pakistanais envisageaient la possibilité d'une guerre limitée sous parapluie nucléaire. Après l'attentat manqué contre le Parlement indien en 2001, la mobilisation des troupes des deux côtés de la frontière n'a pas débouché, quant à elle, sur un conflit ouvert. Les graves attentats terroristes de Mumbai en 2008, organisés à partir du Pakistan, ont mis fin au dialogue officiel et officieux entre les deux pays. Toutefois, l'arrêt du dialogue n'a pas provoqué un conflit ouvert, même limité.

<sup>3</sup> Le « paradoxe de la stabilité/instabilité » stipule que la possession d'armes nucléaires par deux États rend une confrontation militaire directe entre eux improbable, tout en favorisant les guerres limitées ou indirectes.

Les débats qui ont pris corps en Inde sur la nouvelle doctrine militaire « Cold Start », formulée à la suite de ces tensions sans être longtemps officialisée, ont été interprétés par les stratèges pakistanais comme rendant possible une intervention conventionnelle indienne sur le sol pakistanais en cas de tensions graves. La réponse à cette hypothèse fut, ces dernières années, la mise en avant d'une possible riposte nucléaire tactique, fût-ce sur le sol pakistanais : le seuil d'instabilité en est donc abaissé, alors même que l'Inde promet des représailles en cas de frappe nucléaire tactique ou d'attaque chimique.

### **Terrorisme et guerres asymétriques**

Pour autant, avant même que ses capacités nucléaires aient été officialisées, le Pakistan s'est engagé, dans les années 1990, dans une double guerre asymétrique, non déclarée. Au Cachemire, après le soulèvement contre l'Inde d'une partie des Cachemiris de la vallée de Srinagar, des groupes djihadistes pakistanais y ont été envoyés : Lashkar-e Taïnba, Harkat-ul Ansar - d'où naîtra en 2000, le Jaish-e Muhammad, en sus de l'appui fourni aux insurgés locaux (Hizb-ul Mujahideen en particulier). Côté afghan, une nouvelle force s'est organisée, à partir des *madrassas* pakistanaises accueillant les réfugiés afghans dans la région de Peshawar, les talibans, pour ramener l'ordre et assurer en sus l'influence d'Islamabad dans un pays en proie à l'anarchie après la victoire des moudjahidines sur les forces soviétiques.

Se dessine alors le paradigme stratégique du Pakistan qui opère sur ses deux flancs :

- Côté Est, en soutenant la cause cachemirienne, mais permettant aussi des opérations terroristes dans de grandes villes indiennes, au-delà des infiltrations de combattants au Cachemire ; ce que l'Inde appelle une « guerre par procuration » et un « terrorisme transfrontalier ».
- Côté Ouest, en jouant des talibans afghans pour être influent en Afghanistan et contrer la présence indienne —même non militaire— qui lui ferait courir le risque d'être pris en étau entre Delhi et Kaboul.

### **La stratégie pakistanaise après le 11 septembre 2001**

Cette stratégie est devenue problématique après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, la chute des talibans, et l'intervention des forces de l'OTAN en Afghanistan. Alors à la tête du Pakistan, le général Musharraf a développé à cet égard une politique ambiguë, cherchant à préserver la ligne stratégique pakistanaise. S'il a accueilli les talibans, il a aussi permis l'arrestation de hauts responsables d'Al Qaïda, dont le planificateur du 11 septembre, Khalid Shaikh Mohammad. Par ailleurs, il a fait interdire les groupes djihadistes opérant au Cachemire, tout en les laissant se reconstituer. Cette politique « nuancée » vis-à-vis de l'extrémisme armé a été mal accueillie par les radicaux, et a favorisé la création d'un nouveau groupe - le Tehreek-e Taliban Pakistan (TTP) - dans les zones tribales pakistanaises voisines de la frontière afghane : des talibans pakistanais qui se sont retournés contre le pouvoir d'état, et qui ont été appuyés par d'autres groupes extrémistes conduisant des actions terroristes au Pakistan.

Si la « talibanisation du Pakistan » (Amir Mir, 2010) est restée localisée, la prolifération des groupes armés a poussé le commandement militaire à prendre au sérieux la menace interne jugée dès 2009 plus préoccupante que la menace indienne considérée de son côté comme structurelle. La répression des insurgés du TTP n'a toutefois été vraiment engagée qu'en 2014 avec l'opération Zarb-e Azb, et s'est intensifiée en 2015 après l'attaque du lycée militaire de Peshawar. Pour autant, les groupes djihadistes opérant contre l'Inde n'ont toujours pas été inquiétés de façon décisive, même si des demi-mesures ont été prises à leur rencontre en raison de pressions internationales. Le débat s'est finalement entrouvert sur les mérites et les démérites de la politique d'instrumentalisation de l'islamisme armé contre l'Inde.

La posture du déni l'emporte pourtant encore, comme l'ont prouvé les réactions aux propos de Nawaz Sharif<sup>4</sup> sur les attentats de Mumbai et leurs effets délétères, après sa mise à l'écart forcée en 2017.

### **L'imbroglie afghan et la compétition Daech-AQIS en Asie du Sud**

Après quarante ans de guerre, l'Afghanistan reste un pôle d'instabilité. La situation s'est aggravée après le départ de l'essentiel des troupes de l'OTAN fin 2014. La présidence d'Ashraf Ghani n'a pu, ni écraser les talibans, ni les pousser à la négociation. Sur ce point Kaboul accuse Islamabad de mauvaise volonté, mais le Pakistan rétorque qu'il n'est pas maître des talibans afghans. Alors que la situation sur le terrain se détériore, entre autres par une intensification des attentats urbains, une victoire militaire des forces afghanes ou de leurs adversaires talibans reste improbable. Les tentatives internationales d'ouverture de dialogue entre les deux camps afghans ont pour l'heure échoué : le processus d'Istanbul dit aussi « Cœur de l'Asie », les initiatives pakistanaises avec des observateurs chinois et américains en 2015, les initiatives russes avec des partenaires multiples en 2016-2017, et l'initiative du président Afghan Ashraf Ghani en 2018. Reste à voir si les récentes rencontres officielles entre des diplomates américains et le bureau des talibans au Qatar ouvriront des pistes.

La situation s'est tendue aussi avec l'apparition de Daech en Afghanistan ; dont beaucoup de membres sont des talibans pakistanais chassés des zones tribales, mais aussi des militants ouzbeks et, en nombre indéterminé, des combattants repliés après la chute de Raqqa en Syrie. En effet, après la proclamation du califat d'Al Baghdadi à Mossoul en 2014, le leader d'Al Qaïda, Ayman al-Zawahari, a voulu rappeler que son organisation existe toujours, en lançant Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQIS), sans effet majeur en Inde, mais en stimulant des groupes locaux au Bangladesh, qui connut plusieurs attentats. Daech répliqua, en créant l'Etat-islamique du Khorassan (IS-K) centré sur l'Afghanistan, et débordant sur le Pakistan voire l'Asie centrale. Cette instabilité et ces menaces préoccupent la Russie, la Chine et l'Iran qui sont en contact avec les talibans afghans dont l'islamisme nationaliste apparaît moins préoccupant que les ambitions transnationales de Daech. Le vieux paradigme stratégique pakistanais n'en est pas moins toujours à l'œuvre : il s'agit de bloquer l'expansion indienne en Afghanistan (une expansion qu'apprécierait Donald Trump comme en témoigne la « stratégie américaine en Afghanistan et en Asie du Sud », formulée en août 2017). Cependant, le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et les sanctions imposées aux partenaires économiques de l'Iran, constituent désormais un problème majeur pour l'Inde qui, rappelons-le, est un des principaux importateurs de brut iranien : ce qui explique que l'Inde ait bénéficié, en novembre 2018, comme sept autres pays, d'une dérogation de quelques mois aux sanctions frappant les pays importateurs. New Delhi et Kaboul ont obtenu aussi que cette dérogation préserve l'accord trilatéral Inde-Iran-Afghanistan sur le port iranien de Chabahar, voie d'accès de l'Inde en Afghanistan qui permet de contourner « l'obstacle pakistanais ».

### **Le facteur chinois**

Pour reprendre un concept diplomatique indien, la Chine joue un rôle de plus en plus important dans le paysage stratégique de l'Asie du Sud et de son « voisinage élargi ».

Alors que le PNB chinois pèse désormais cinq fois plus que celui de l'Inde, les relations entre Pékin et New Delhi s'insèrent dans un tableau complexe où, malgré le différend frontalier sur l'Himalaya, l'appui chinois au Pakistan et les avancées chinoises dans l'Océan indien, la Chine est devenue un partenaire commercial majeur de l'Inde. Les tensions frontalières consécutives à l'avancée chinoise au point de jonction entre Chine, Inde et Bhoutan, en 2017, ont fait place à la diplomatie.

---

<sup>4</sup> Premier ministre pakistanais à trois reprises (de 1990 à 1993, de 1997 à 1999, et de 2013 à 2017) qui a laissé entendre que les attentats sanglants de Mumbai, qui ont fait plus de 165 morts et 300 blessés en novembre 2008, ont bien été orchestrés par des terroristes pakistanais comme l'affirme l'Inde depuis toujours.

La méfiance demeure néanmoins, et la montée en puissance des forces armées indiennes est l'une des réponses de New Delhi.

Face à la politique d'influence chinoise mise en œuvre via la « Belt and Road Initiative » (BRI), l'Inde a dû redéfinir pour partie sa politique régionale et sa politique étrangère. Dans son voisinage immédiat, il lui faut désormais s'accommoder des liens accrus tissés avec des succès inégaux entre la Chine et les pays d'Asie du sud (Népal, Bangladesh, Sri Lanka, Maldives), tout en poursuivant sa politique d'aide. Vis-à-vis du Pakistan, l'enjeu est d'une autre ampleur. Le corridor économique sino-pakistanaï, qui devrait voir quelque 60 milliards de dollars investis à terme, pose un problème à l'Inde, car il n'est pas seulement économique : il a aussi une dimension stratégique en reliant le Xinjiang chinois à la mer d'Arabie.

Ce corridor traverse le Gilgit Baltistan himalayen, sous contrôle pakistanais, mais revendiqué par l'Inde en tant qu'une partie de l'Etat princier du Cachemire. C'est pourquoi New Delhi a décidé de boycotter en mai 2017 le forum de lancement de la BRI, en dénonçant la violation de sa souveraineté, et en mettant en garde tous les partenaires de la Chine contre le risque d'une « dette insoutenable » à l'égard de Pékin. Pour autant, les initiatives de connectivité régionales indiennes, en direction de l'Iran, voire de la Russie via Téhéran, comme en direction de ses voisins de l'Asie du Sud-Est dans le cadre de l'organisation régionale BIMSTEC (Bangladesh, Inde, Myanmar, Sri Lanka, Thaïlande), auraient besoin de se renforcer. L'admission concomitante de l'Inde et du Pakistan dans l'Organisation de Coopération de Shanghai<sup>5</sup>, centrée sur l'Asie centrale, et sous leadership sino-russe, ajoute à la complexité d'un échiquier qui, aujourd'hui, n'est plus seulement continental.

Au-delà de l'horizon de l'océan Indien, l'Inde pense désormais en terme d'« Indo-Pacifique ». Certes, les enjeux économiques, diplomatiques et stratégiques de l'océan Indien sont décisifs pour l'Inde, qui fait monter en gamme sa marine militaire, déploie une coopération accrue avec un certain nombre d'états insulaires (Maurice, Seychelles), négocie avec Paris l'accès aux bases françaises dans la région, et active deux forums maritimes : l'*Indian Ocean Rim Association*, à vocation économique et culturelle, et l'*Indian Ocean Naval Symposium*, essentiellement militaire. Mais la présence accrue de la Chine dans l'océan Indien, chez les voisins de l'Inde comme en Afrique orientale et à Djibouti, où la elle a construit sa première base militaire à l'étranger, pousse l'Inde à élargir elle-aussi son horizon : le concept d'Indo-Pacifique, qui qualifie désormais la VII<sup>ème</sup> flotte américaine, ouvre l'Inde vers le Pacifique occidental sous plusieurs modes. Le plus potentiellement stratégique renvoie au projet de « Quad » (un dialogue quadrilatéral de sécurité esquissé par le Japon, les États-Unis, l'Australie et l'Inde). Les liens étroits avec le Japon pourraient aussi contribuer à mettre en œuvre le projet indo-japonais, de « corridor de croissance Asie-Afrique » — une manière de répondre au volet maritime de la BRI chinoise — tandis que New Delhi intensifie ses relations avec le Vietnam, la Corée du Sud, l'Indonésie, tout en ayant constitué en 2014 un Forum pour la coopération entre l'Inde et les États insulaires du Pacifique.

Pour autant, l'Inde affirme que ces initiatives ne traduisent en rien une volonté d'endiguement de la Chine. Force est de constater, du reste, que les tensions avec Pékin et celles, plus aiguës, avec Islamabad, restent sous contrôle.

**Au-delà des accrochages limités le long de la ligne de contrôle du Cachemire, et de la reprise toujours repoussée d'un dialogue indo-pakistanaï sur leurs multiples contentieux, la stabilité stratégique en Asie du Sud, assurément fragile, reste toutefois sous un seuil qui témoigne, d'une volonté**

---

<sup>5</sup> L'OCS, créée à Shanghai les 14 et 15 juin 2001, est une organisation intergouvernementale régionale asiatique qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'Inde et le Pakistan y ont été admis comme membres à part entière le 9 juin 2017.

partagée d'éviter le pire, au-delà des joutes rhétoriques et des pressions contrôlées. Préserver les désaccords géopolitiques au détriment d'une normalisation géo-économique avec l'Inde coûte toutefois cher au Pakistan, et contribue aussi à perpétuer la crise afghane.

## 1.2 Bernard Hourcade (CNRS)

Le terrain de conflit majeur entre les deux grandes puissances que sont l'Inde et le Pakistan se trouve dans le golfe persique, notamment en Iran, 3<sup>ème</sup> acteur régional, de plus en plus puissant.

### a) Les relations entre l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Chine

Les pays du Moyen Orient, l'Inde et la Chine constituent de grands ensembles qui se considèrent comme pays « frères », dominants les autres pays.

- Inde-Iran : dans la tradition iranienne, l'Inde et le Pakistan s'inscrivent dans les souvenirs de l'impérialisme britannique ; pour exemple, le Taj Mahal, qui est une construction iranienne ou persane. L'Inde a été islamisée par des persanophones d'Asie centrale ; et c'est parce que la présence de l'islam dans les deux pays est venue de l'Iran que le dialogue entre l'Inde et l'Iran est compliqué.
- Pakistan-Iran : pour le Pakistan, les choses sont un peu différentes, car c'est un pays musulman, soutenu par l'Arabie Saoudite. Une grande amitié existe entre les deux pays, mais des points de frictions subsistent.
- Chine-Iran : le dernier chef d'État qui a visité le Shah d'Iran était Deng Xiao Ping. L'Iran voyait dans la Chine un moyen de retrouver dans la région un état « frère », suffisamment éloigné pour éviter les problèmes politiques directs. Les relations sont excellentes, et renforcées par leur posture anti-américaine. De plus, la Chine a été sollicitée par l'Iran dans le cadre de son programme nucléaire. La Chine a été l'un des seuls pays à fournir du matériel de guerre conventionnelle à l'Iran. Si bien que les relations se sont améliorées sur le plan commercial, et font de l'Iran l'un des plus grands partenaires commerciaux de la Chine (alors que l'Union européenne est en retrait). Dans le cadre des sanctions internationales, la Chine a bénéficié de dérogations pour acheter du pétrole à l'Iran, ce qui explique que le marché iranien a été envahi de produits chinois. Les relations sont aussi sophistiquées en matière de transport (Alstom-Chine fournit 600 véhicules pour le métro).

### b) Rappels historiques

A l'époque du Shah, l'Iran cherchait à diversifier sa production. L'Iran a ainsi installé une raffinerie en Inde, à Madras. Mais les relations ne sont jamais allées bien loin. Hassan Rohani a fait une seule visite en Inde. Les relations indo-iraniennes restent au niveau diplomatique, de bonnes relations entre Etats, car il existe en Inde un nationalisme anti-islamique qui pose problème à la République islamique

Les iraniens se rendent compte que le Pakistan est un voisin compliqué, notamment du fait de la situation en Afghanistan et du soutien saoudien : ils ont donc besoin d'avoir un allié à l'est du Pakistan. Il y a donc eu un développement des relations amicales entre les deux pays pour contrer l'influence saoudienne. Mais ces relations ne sont pas intenses.

La nécessité de banaliser les relations avec le Pakistan s'est vite fait sentir : construction de voies de chemin de fer de Karachi à Téhéran (mais après le train inaugural, la ligne a été fermée) ; le projet d'exportation de gaz iranien vers le Pakistan et l'Inde reste par contre au point mort.

La communauté chiite de Karachi pose problème, et fait fréquemment l'objet d'attentats. Les tensions sont permanentes avec une des composantes de l'identité iranienne (protecteur des chiites).

Le principal sujet de conflit reste l'Afghanistan. L'Iran n'a pas été capable de mener une opération militaire pendant la guerre. Si bien que les iraniens ont décidé depuis longtemps de développer en priorité le volet commercial. Le trafic d'opium et d'héroïne entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran est le plus important du monde, et constitue un enjeu économique, sécuritaire et stratégique majeur.

Le Japon et la Corée du Sud restent de grands partenaires économiques, ainsi que la Malaisie, en raison notamment de la forte population musulmane et qui sert souvent de *go between* entre l'Iran et différents États d'Asie méridionale.

La puissance nucléaire de l'Iran s'est vue renforcée suite au retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. Reste que si les iraniens claquent la porte, et reprennent l'enrichissement d'uranium, ils n'auront pas techniquement la possibilité de construire une bombe atomique à court-moyen terme, (car trop chère). Mais cela pourrait être un prétexte pour l'Arabie Saoudite de reprendre la construction d'une bombe nucléaire. La bienveillance de pays tels qu'Israël ou les États-Unis fait que l'Arabie Saoudite pourrait se doter de la bombe atomique avant l'Iran.

Et le risque est d'assister à une re-nucléarisation de la région, avec un nouveau triangle nucléaire.

On assiste également à une reconfiguration de la région, car si les iraniens n'ont jamais eu de véritable influence à l'ouest, les portes de l'Iran sont ouvertes à l'est : on parlait persan à Calcutta et en Chine. Étant impuissant militairement, l'Iran joue de son *soft power* et contrôle la frontière à l'ouest par des relations commerciales et personnelles avec l'Afghanistan, notamment à travers des compromis avec les Talibans et les trafiquants de drogue.

\*\*\*

## 2. Évolution des doctrines nucléaires : Enjeux et perspectives

### 2.1 Marc Perrin de Brichambaut (CPI)

La relation indo-pakistanaise présente un caractère unique : il s'agit d'une relation très asymétrique, mettant aux prises d'une part un pouvoir continental majeur dont la dynamique la fait s'approcher d'un acteur global, l'Inde, et d'autre part, un pays connaissant une situation économique, industrielle et culturelle nettement moins florissante, le Pakistan. Ce différentiel de puissance rend le sujet particulièrement difficile puisque qu'il est d'usage de procéder à une analyse comparée des pays qui ont des pouvoirs de capacités similaires.

Il est difficile pour un observateur de se faire une idée claire sur la substance et la réalité des doctrines nucléaires indienne et pakistanaise, alors même que les deux parties ont chacune une grande diversité d'armes, et ont atteint des capacités nucléaires forte. L'absence de « livres blancs » en la matière rend difficile l'appréhension de la question des équilibres stratégiques.

Par ailleurs, le sous-continent connaît une situation particulièrement précaire du fait de l'importance du terrorisme qu'il abrite.



L'idée d'une stabilité régionale s'avère ainsi d'autant plus complexe à atteindre que les acteurs non-étatiques contribuent à maintenir un flou quant à l'avenir des relations indo-pakistanaïses, les deux États ne parvenant pas à contrôler ces acteurs déstabilisateurs. A cela s'ajoute le rôle croissant de la Chine au sein de la région, laquelle menace également l'Inde qui doit ainsi prendre soin de sa relation avec le Pakistan, mais aussi avec la Chine, du point de vue nucléaire.

Enfin, au-delà des armes et des doctrines nucléaires, il faut revenir sur l'importance du dialogue, de la transparence et des initiatives visant à créer de la confiance entre l'Inde et le Pakistan. Les canaux de communication semblent avoir été largement délaissés, alors même que ceux-ci revêtent une importance fondamentale dans le maintien d'un équilibre régional.

## **2.2 Rabia Akhtar (University of Lahore)**

Le rapprochement entre la situation des équilibres stratégiques en Asie du Sud et la période de la Guerre froide est courante. Ce paradigme semble cependant retranscrire de manière incorrecte la situation entre l'Inde et le Pakistan : s'il existe bien des similitudes entre les deux situations, et que l'Inde et le Pakistan se sont beaucoup inspirés dans leur doctrine nucléaire de l'usage qui en avait été fait par les États-Unis et l'URSS durant cette période, il semble que la dissuasion nucléaire durant la Guerre froide ne soit pas le bon prisme d'analyse pour comprendre les dynamiques à l'œuvre en Asie du Sud. Il s'agit d'une comparaison peu opérante à plusieurs titres.

Tout d'abord, l'équilibre stratégique durant la Guerre froide reposait sur trois éléments :

- L'évolution d'une dissuasion « délicate » à une dissuasion « stable ».
- Une faible vulnérabilité aux attaques préventives et préemptives.
- Des relations nucléaires simples, ainsi qu'un équilibre des pouvoirs entre les États-Unis et l'URSS.

Or, l'équilibre stratégique en Asie du Sud ne remplit pas les mêmes modalités :

- La dissuasion est « délicate » : l'Asie du Sud reste encore aujourd'hui une région éminemment sujette à des crises, en dépit de la crédibilité revendiquée par les acteurs.
- La vulnérabilité aux attaques préventives et préemptives est forte.
- Les relations nucléaires régionales sont complexes et asymétriques, non seulement entre États (Inde, Pakistan, Chine et États-Unis), mais aussi entre des duos comme Inde-Chine, Chine-États-Unis, Pakistan-Inde).

L'Inde et le Pakistan mènent depuis de nombreuses années une « guerre de mots », et contestent leurs frontières communes. La proximité des territoires, la difficulté de les protéger, et les représailles possibles, rendent également la comparaison avec la Guerre froide inadéquate, d'autant que d'autres pays, extérieurs à la région, interfèrent dans cette relation complexe.

Par ailleurs, il existe un paradoxe en termes de stabilité/instabilité : au niveau stratégique, le Pakistan comme l'Inde semblent penser que le fait de posséder l'arme nucléaire a un effet stabilisateur sur la région. Le problème réside précisément dans la croyance de ces deux pays dans la course à l'armement nucléaire, qui se fonde sur l'idée qu'il resterait un espace significatif à leur disposition pour se « challenger » sans que cela ne conduise à l'escalade. Or, tant qu'ils penseront que cette espace existe encore, ils continueront à tester leur vulnérabilité réciproque, créant de fait une situation extrêmement instable<sup>6</sup> telle que le montre le tableau suivant :

---

<sup>6</sup> Un extrait de l'étude *Nuclear Learning in South Asia and the Levels of Analysis*, par R. Akhtar et D. Das, RCSS Report, Juin 2014, permet de comparer les deux pays.

INDE	PAKISTAN
<b><i>Processus de prise de décisions par les élites</i></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dissuasion crédible minimale</li> <li>● Décisions et doctrine décidées par un comité politico-scientifique</li> <li>● Structure de commandement et de contrôle affirmé par un contrôle civil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dissuasion crédible minimale</li> <li>● Décisions et doctrine décidées par un comité politico-militaire</li> <li>● Structure de commandement et de contrôle affirmé par un contrôle militaro-civil</li> </ul>
<b><i>Vision stratégique</i></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Une doctrine nucléaire déclarée</li> <li>● Doctrine de non emploi en premier (<i>NFU - No First Use</i>)</li> <li>● Doctrine de représailles massives conçues pour infliger des dommages inacceptables, représailles « assurées »</li> <li>● Armes nucléaires vues comme un instrument de punition</li> <li>● D'un fort à un faible niveau d'ambiguïté stratégique</li> <li>● Contre-valeur et contre-force visée</li> <li>● Programme robuste de missiles balistiques et téléguidés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Absence de doctrine nucléaire officielle</li> <li>● Pas de doctrine de non emploi en premier</li> <li>● Doctrine de l'équilibre de la terreur (<i>MAD - Mutual Assured Destruction</i>) par des représailles massives et « assurées »</li> <li>● Armes nucléaires à usage purement défensif, non conçues pour une guerre</li> <li>● Maintien d'une ambiguïté stratégique sur la politique nucléaire</li> <li>● Contre-valeur et contre-force visée</li> <li>● Programme robuste de missiles balistiques et téléguidés</li> </ul>
<b><i>Ordre nucléaire global</i></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Menace extérieure : Pakistan et Chine</li> <li>● Partenariat stratégique avec les États-Unis</li> <li>● Aspirations réalistes et projection de pouvoir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Menace extérieure : Inde</li> <li>● Partenariat stratégique avec la Chine, coopération sur l'énergie nucléaire avec la Chine</li> <li>● Aspirations réalistes et maximisation de la sécurité</li> </ul>

Malgré ces différences, l'Inde et le Pakistan présentent quelques points communs.

Les deux étaient des États "seuil" avant 1998. Depuis, ils sont entrés dans le club des États dotés de l'arme nucléaire. Leur doctrine, que l'on peut qualifier initialement de dissuasion existentielle, a évolué vers celle d'une dissuasion crédible minimale. Aujourd'hui, chacun d'entre eux poursuivant leurs efforts pour augmenter la taille de leur arsenal nucléaire et systèmes de distribution, sont tous deux dépendants des États-Unis pour la gestion de leurs relations tendues.

La **dimension transfrontalière** est importante pour la sécurité intérieure du Pakistan : non seulement le pays ne parvient toujours pas à contrôler ses acteurs non-étatiques qui fomentent des actes terroristes en Inde, mais également à l'intérieur de ses frontières. Le Pakistan abrite effectivement de nombreux groupes terroristes, et depuis le 11 septembre, le pays a payé un lourd tribut : plus de 35 000 pakistanais ont été tués dans des attaques terroristes. Si cette menace intérieure n'est pas nucléaire, elle a tout de même des incidences majeures sur la question des équilibres stratégiques en Asie du Sud : tant que le Pakistan sera instable, menacé intérieurement et extérieurement, une véritable sécurité ne pourra pas être atteinte dans la région.

La détention d'armes nucléaires par le Pakistan revêt un **double objectif** : dissuader à la fois la guerre conventionnelle et la guerre nucléaire avec l'Inde. Le Pakistan étant un plus petit pays (le ratio démographique par rapport à l'Inde est de 1 à 7), il a peu de chance de gagner une guerre conventionnelle contre l'Inde si celle-ci venait à se produire. Dès lors, le fait d'enrichir son arsenal nucléaire vise précisément à dissuader l'Inde d'envisager une telle possibilité : si une guerre conventionnelle devait se produire, celle-ci ne tarderait pas à provoquer une escalade au vu des faibles moyens conventionnels du Pakistan. Une **double dissuasion** est ici à l'œuvre.

S'agissant de la vision stratégique de l'Inde, les déterminants sont surtout extérieurs : le pays a augmenté ses moyens militaires conventionnels suite à la course à l'armement nucléaire pakistanaise. L'Inde a ainsi cherché à moderniser son arsenal et à se doter d'armes toujours plus performantes.

Cette relation stratégique précaire doit se lire en intégrant un autre acteur, la Chine, qui complexifie un équilibre déjà fragile.

Parmi les facteurs extérieurs de stabilité régionale, il convient également de mentionner le rôle prééminent qu'ont eu les États-Unis. A chaque fois qu'une crise indo-pakistanaise s'est produite, Washington a rempli son rôle d'intermédiaire en parlant à chacune des parties afin d'apaiser les tensions.

Cela fut aussi bien le cas lors du conflit de Kargil en 1999, qu'en 2001-2002 suite à l'attentat du Parlement indien et des affrontements qui s'ensuivirent, ainsi qu'en 2008 à Bombay. Durant toutes ces crises, les deux parties se sont spontanément tournées vers les États-Unis qui ont joué le rôle de gestionnaire de crise. Si la Chine a pu également contribuer à apaiser les tensions dans la région, elle n'a toutefois pas la même importance que les États-Unis du fait de sa proximité géographique : partageant une frontière avec les deux pays, en cas d'escalade nucléaire, elle ne sera pas épargnée, ce qui rend les deux pays plus réticents à faire appel à elle.

Les relations Inde/États-Unis et Pakistan/États-Unis ont suivi un parcours en dents de scie, entre engagement, et sanctions. En particulier, les États-Unis ont parfois adopté envers l'Inde une position neutre, en bien séparant leurs relations avec ce pays du conflit géopolitique.

Schématiquement, la relation entre les trois États peut se résumer à celle advenant entre deux enfants - l'Inde et le Pakistan - se disputant, et l'adulte - les États-Unis - venant apaiser la situation. Tant que les deux « enfants » auront le sentiment qu'un adulte interviendra en dernier recours pour calmer le jeu, ils continueront à *challenger* cet équilibre instable. Ces derniers présupposent l'existence d'un tiers pacificateur dont ils intériorisent l'intervention. Dès lors, l'Inde et le Pakistan explorent, en quelque sorte, l'espace disponible pour se confronter l'un à l'autre.

Néanmoins, cette situation déjà précaire le devient encore plus avec l'arrivée de l'administration de Donald Trump : l'intervention en dernier recours des États-Unis ne saurait désormais être considérée comme un fait mécanique. Le fait qu'une telle donnée ne soit plus valide aujourd'hui révèle bien une certaine immaturité indo-pakistanaise en termes de doctrine et de stratégie nucléaires.

Enfin, il existe un certain nombre de leçons à tirer de l'expérience de la Guerre froide. La grande méfiance qui prévalait entre les États-Unis et l'URSS a été surmontée afin de parvenir à un équilibre de la terreur et à une forme de stabilité mondiale, alors même que cela semblait à l'époque peu réaliste. Aussi, les États-Unis et la Russie pourraient-ils conduire l'Inde et le Pakistan vers une forme de dialogue afin qu'ils surmontent leurs rivalités historiques en leur enseignant comment ils y sont eux-mêmes arrivés.

Ces leçons sont pourtant limitées dans leur application tant il est vraisemblable qu'aucun pays tiers ne pourra parvenir à conduire un dialogue à la place de l'Inde et du Pakistan. Dans ce sens, il est impératif que les deux pays réduisent leur dépendance vis-à-vis des États-Unis, cherchent à dialoguer et mènent des exercices conjoints de prévention à d'éventuels désastres nucléaires.

### **2.3 Nicolas Blarel (Leiden University)**

D'après la définition donnée par la Convention internationale pour la suppression des actes de « terrorisme nucléaire », celui-ci semble plutôt improbable en Asie du Sud. Cependant, dans la situation actuelle, le rôle croissant des terroristes et des acteurs non-étatiques peut amener à une escalade de la menace. Ce nouvel aspect, inexistant au temps de la Guerre froide, mérite d'être mentionné tant il place les États dans une situation complexe. En effet, comment gérer des acteurs non-étatiques qui sont soutenus par un État possédant l'arme nucléaire, ou qui se trouvent eux-mêmes sur le territoire d'un État qui possède l'arme nucléaire ?

À cet égard, l'ambassadeur indien au Pakistan a déclaré en 2016 : *"People who live in a glass house shouldn't throw stones"*.

Si le terrorisme transfrontalier n'est pas une nouveauté au sein du sous-continent, deux événements apparus à la fin des années 1980 ont largement modifié la situation régionale :

- D'une part, l'acquisition par le Pakistan d'armes nucléaires,
- D'autre part, l'insurrection qui a éclaté dans la région du Cachemire en 1987.

Ainsi, 3 crises ouvertes ont eu lieu depuis 1998 :

- La crise de 2001-2002 suite à l'attaque du Parlement indien par un groupe pakistanais, laquelle a provoqué une escalade militaire le long de la frontière avec le Pakistan dans les mois qui suivirent.
- En 2008 à Bombay, une série de dix attaques terroristes perpétrées par un groupe islamiste pakistanais dans une gare, deux hôtels de luxe, un restaurant touristique, un hôpital, un centre communautaire juif Loubavitch et au siège de la police.
- En 2016, une attaque dans une base de l'armée indienne à Uri, qui a eu pour incidence une évolution de la doctrine militaire indienne consistant à privilégier les frappes chirurgicales.

Dès lors, le recours à des mercenaires placés sous le parapluie nucléaire semble avoir été une stratégie délibérée du Pakistan. Cependant, une contestation interne à cette stratégie commence à ourdir.

A ce propos, le Président pakistanais Nawaz Sharif évoque en 2018 : *" Militant organisations are active. Call them non-state actors, should we allow them to cross the border and kill 150 people in Mumbai? Explain it to me. "*, tandis que Rehman Malik disait en 2009: *"Some part of the conspiracy has taken place in Pakistan"*.

Au-delà de ces controverses, des questions demeurent : comment mesurer l'influence des acteurs non-étatiques dans les anticipations dissuasives ? Comment ces acteurs façonnent-ils les doctrines nucléaires de l'Inde et du Pakistan ?

S'agissant de la doctrine nucléaire de l'Inde, le premier document a été produit par l'*Indian National Security Advisory Board* en 1998. Il s'agit d'une première ébauche de la doctrine nucléaire indienne, tandis que la première doctrine officielle nucléaire de l'Inde a été publiée en 2003.

Celle-ci s'appuie sur l'idée d'une « *dissuasion crédible minimale* » consistant en :

- L'engagement à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier (*no-first-use pledge*).
- L'hypothèse qu'un petit nombre d'armes nucléaires crée un risque suffisant dans l'évaluation de la menace que peut faire l'adversaire, afin d'avoir un effet dissuasif.
- Une riposte « assurée » plutôt que « massive ».

Néanmoins, suite aux différentes crises survenues depuis 2003, des pressions s'élèvent afin de modifier cette doctrine et d'enrichir le spectre des outils disponibles :

- **Sur l'origine des attaques (objectives et perçues)** - État parrain / ambiguïté / État hôte.
- **Sur les réponses (opérationnelles et potentielles)** - riposte / diplomatie coercitive / représailles limitées.
- **Sur les contre-réponses** – deuxième frappe / dissuasion nucléaire crédible / arme nucléaire tactique.

\*\*\*

## **CONCLUSION** **par Alexandre Malafaye**

« Je tenais tout d'abord à remercier très chaleureusement nos partenaires, le Forum du Futur, l'Association des auditeurs IHEDN Paris Ile-de-France, la Société d'encouragement de l'Industrie Nationale, et la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées (DGRIS), grâce à qui nous avons pu organiser ce colloque. Nous avons maintenant pris l'habitude d'organiser de tels événements ensemble, autour de projets toujours plus ambitieux : celui-ci en est l'exemple.

Synopia organise ou co-organise de façon régulière, et en parallèle de ses travaux sur la gouvernance, des événements sur les questions géopolitiques, qui ont toutes un impact direct ou indirect sur les questions de gouvernance nationale et internationale.

Il nous est donc apparu nécessaire de proposer cette conférence sur l'Asie du Sud, un sujet qui, vous l'aurez remarqué, ne fait pas la une de l'actualité française. Or, il ne vous aura pas échappé non plus que la mondialisation a ceci de fascinant qu'elle génère des dynamiques géopolitiques si complexes qu'il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de décortiquer celles-ci, bien au-delà de ce qui agite le débat public hexagonal, et même européen, à l'instant « T ».

Au-delà des enjeux sécuritaires propres à la région et des dynamiques qu'ils induisent, étudier l'équilibre stratégique en Asie du Sud permet par extension de mieux comprendre les stratégies évolutives de puissances telles que la Chine ou l'Iran comme nous avons pu le voir, autant de sujets essentiels tant par leur importance sur la scène internationale, qui conduisent à redéfinir notre stratégie vis-à-vis de ces acteurs majeurs dans un monde mouvant.

Alors que la question nucléaire iranienne demeure centrale et incertaine, cette matinée nous rappelle enfin l'importance de la doctrine nucléaire dans la géostratégie, mais également et surtout le rôle croissant des acteurs non-étatiques et du terrorisme, qui révèlent plus que jamais « l'impuissance de la puissance » pour paraphraser Bertrand Badie. Analyser ces acteurs non-traditionnels semble aujourd'hui plus que nécessaire tant ceux-ci ont, particulièrement dans cette région, un effet disruptif d'autant plus important qu'ils perturbent des États géants. »

\*\*\*

## Biographies des intervenants

### Dr. Rabia AKHTAR



**Rabia Akhtar** est directrice du Centre de recherche sur la sécurité, la stratégie et les politiques de l'Université de Lahore. Elle est titulaire d'un doctorat en Sécurité de la Kansas State University.

Elle est chef du département de l'École des sciences sociales intégrées de l'Université de Lahore, Pakistan.

Elle fait également partie du Conseil consultatif sur les Affaires étrangères auprès du Premier ministre.

Ancienne élève de Fulbright, le Dr Akhtar est la rédactrice-en-chef du premier magazine « Stratégie et affaires étrangères » du Pakistan, « Pakistan Politico », lancé en mai 2018. Ses travaux partagés de recherche ont été publiés dans une monographie intitulée "Nuclear Learning in South Asia", en janvier 2015 par le Centre régional d'études stratégiques (RCSS), à Colombo (Sri Lanka).

Son dernier livre (sorti à l'automne 2018) s'intitule : « The Blind Eye: politique de non-prolifération des États-Unis à l'égard du Pakistan, de Ford à Clinton » (University of Lahore Press).

### Nicolas BLAREL



**Nicolas Blarel** est professeur adjoint de relations internationales à l'Institut de science politique de l'Université de Leiden aux Pays-Bas. Il se concentre sur les questions de politique étrangère et de sécurité en Asie du Sud, ainsi que sur les relations entre l'Inde et le Moyen-Orient.

Son livre le plus récent est « L'évolution de la politique israélienne en Inde : continuité, changement et compromis depuis 1922 » (Oxford University Press, 2015) et il a co-édité le « Oxford Handbook of India's National Security » (2018)

En outre, Nicolas a publié des chapitres de livres et des articles sur les politiques nucléaires de l'Inde, les relations de soft power de l'Inde avec les États-Unis, et les mouvements d'insurgés et l'État indien. Il a travaillé pour le Centre d'analyses et de prévisions du ministère français des Affaires étrangères sur des questions liées à l'Afghanistan, à l'Asie du Sud et à la prolifération nucléaire.

Nicolas Blarel a été chercheur invité à l'Institut d'études et d'analyses de défense (IDSA), à la Fondation Observer Research (ORF) et Carnegie-India à New Delhi.

## Bernard HOURCADE



**Bernard Hourcade** est géographe, directeur de recherche émérite au CNRS. Ancien directeur de l'Institut Français de Recherche en Iran pendant la révolution islamique (1978-1993), puis fondateur et directeur de l'équipe de recherche CNRS « Monde iranien » (1993-2005), il a effectué, souvent en collaboration avec ses collègues iraniens, des recherches sur les conséquences politiques des transformations de la société iranienne, la ville de Téhéran et la géopolitique de l'Iran.

En dehors de cercles universitaires, il intervient dans les médias et les *think tanks* sur les questions touchant à la géopolitique de l'Iran aux rapports entre politique, territoire et société en Iran. Bernard Hourcade est agrégé (1969) et docteur en géographie (Paris-Sorbonne, 1975).

## Alexandre MALAFAYE



**Alexandre Malafaye** est le président fondateur de SYNOPIA, un think tank indépendant créé en 2012 dont les travaux visent à améliorer l'efficacité et l'éthique des modèles, des pratiques et des stratégies de gouvernance.

Il est également enseignant à Sciences Po Paris et auditeur de l'IHEDN.

À l'âge de 18 ans, il prend la direction de l'entreprise familiale et la redresse. Il crée ensuite deux entreprises, dans le service et la mode, avant d'intégrer la Compagnie Générale de Santé en 1993, puis Sodexo en 1996, pour occuper plusieurs postes de direction opérationnelle. En parallèle, entre 1983 et 1985, il co-anime en tant que journaliste amateur une émission politique sur une radio libre, et écrit à 18 ans un essai intitulé *La 6<sup>e</sup> République*. Il reprend l'écriture à partir de 2008 et publie 5 romans à suspense, puis, en 2014, un nouvel essai avec SYNOPIA : *(Re)prenons le pouvoir ! Manifeste pour notre droit à être bien gouvernés*.

## Marc PERRIN de BRICHAMBAUT



**Marc Perrin de Brichambaut** est Conseiller d'État honoraire.

Il a rempli différentes fonctions de haut niveau au sein du ministère des Affaires Étrangères et du Ministère de la Défense en France ainsi qu'au sein du secrétariat des Nations Unies.

En tant que Directeur des Affaires Juridiques du ministère des Affaires Étrangères, il a dirigé la délégation française à la conférence de Rome, et a signé le statut de Rome pour la France.

De 2005 à 2011, il a été Secrétaire Général de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Il enseigne à Sciences Po Paris.

## Jean DE PONTON D'AMECOURT



Ancien ambassadeur, **Jean de Ponton d'Amécourt** a effectué une carrière dans la haute fonction publique et le secteur privé. Il a quitté en janvier 2011 l'Afghanistan où il avait été ambassadeur de France pendant près de trois ans. Il était auparavant Directeur des Affaires Stratégiques au Ministère de la Défense.

Ancien élève de l'ENA, Jean de Ponton d'Amécourt est diplômé de Sciences Po Paris et titulaire d'un DESS de Droit et d'un DESS de Sciences Économiques de l'Université de Paris Assas. Il est officier de la Légion d'Honneur et chevalier de l'Ordre National du Mérite. Il est l'auteur de « Diplomate en guerre à Kaboul », publié en 2012. Il est Président du Conseil d'Administration du Forum du Futur.

## Jean-Luc RACINE



**Jean-Luc Racine** est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales) et chercheur senior à Asia Centre.

Il travaille sur les dynamiques internes de transformation de l'Inde contemporaine, sur les modes d'insertion de l'Inde émergente dans le nouvel ordre mondial et sur la géopolitique de l'Asie du Sud en particulier les relations indo-pakistanaïses et la politique régionale du Pakistan, y compris dans leurs dimensions afghanes et chinoises.

Il a publié ou dirigé une douzaine d'ouvrages sur l'Asie du sud et a dirigé *l'Annuaire Asie* à la Documentation française (2013, 2014, 2015, 2016).

\*\*\*

*synopia*  
observatoire des gouvernances